



SUPREME COURT OF CANADA

BULLETIN OF PROCEEDINGS

This Bulletin is published at the direction of the Registrar and is for general information only. It is not to be used as evidence of its content, which, if required, should be proved by Certificate of the Registrar under the Seal of the Court. While every effort is made to ensure accuracy, no responsibility is assumed for errors or omissions.

During Court sessions, the Bulletin is usually issued weekly.

To get copies of any document referred to in the Bulletin please click on this link: <https://www.scc-csc.ca/case-dossier/rec-doc/request-demande-eng.aspx>.

Please consult the Supreme Court of Canada website at www.scc-csc.ca for more information.

COUR SUPRÈME DU CANADA

BULLETIN DES PROCÉDURES

Ce Bulletin, publié sous l'autorité du registraire, ne vise qu'à fournir des renseignements d'ordre général. Il ne peut servir de preuve de son contenu. Celle-ci s'établit par un certificat du registraire donné sous le sceau de la Cour. Rien n'est négligé pour assurer l'exactitude du contenu, mais la Cour décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions.

Le Bulletin paraît en principe toutes les semaines pendant les sessions de la Cour.

Pour obtenir des copies de tout document mentionné dans le bulletin, veuillez cliquer sur ce lien : <https://www.scc-csc.ca/case-dossier/rec-doc/request-demande-fra.aspx>.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Web de la Cour suprême du Canada à l'adresse suivante : www.scc-csc.ca

March 21, 2025

1 - 9

Le 21 mars 2025

Contents **Table des matières**

Leave applications filed / Demandes d'autorisation déposées.....	1
Judgments on leave applications / Jugements sur demandes d'autorisation	3
Motions / Requêtes	4
Notices of appeal filed since the last issue / Avis d'appel déposés depuis la dernière parution	7
Appeals heard since the last issue and disposition / Appels entendus depuis la dernière parution et résultat	8

NOTICE

Case summaries included in the Bulletin are prepared by the Office of the Registrar of the Supreme Court of Canada (Law Branch) for information purposes only.

AVIS

Les résumés des causes publiés dans le bulletin sont préparés par le Bureau du registraire (Direction générale du droit) uniquement à titre d'information.

**Leave applications filed /
Demandes d'autorisation déposées**

8043566 Canada inc.
8043566 Canada inc.

c. (41491)

Ahmad Mohammad
Ahmad Mohammad

v. (41574)

3453502 Canada inc. (Qc)
Larin-Larouche, Athéna
Beaudry, Bertrand s.e.n.c.r.l.

Attorney General of Canada (Ont.)
Deshpande, Ryan
Department of Justice Canada

DATE DE PRODUCTION : le 9 octobre 2024

FILING DATE: December 3, 2024

Russel Edward Knight, et al.
Russel Edward Knight, et al.

v. (41607)

Barnabas Chukwuemeka Okeke
Barnabas Chukwuemeka Okeke

v. (41666)

Cameron Stephens Financial Corporation, et al. (Man.)
Martens, John B.
MLT Aikins LLP

Provincial Internal Review – Angela Evoy (N.L.)
Sheppard, Mark
Department of Justice & Public Safety (NL)

FILING DATE: December 20, 2024

FILING DATE: February 10, 2025

Town of South Bruce Peninsula, et al.
Lisus, Jonathan C.
Lax O'Sullivan Lisus Gottlieb LLP

v. (41667)

His Majesty the King in the Right of Ontario
Ogden, Richard
Attorney General of Ontario

v. (41667)

Chippewas of the Saugeen First Nation (Ont.)
Frame, Nuri G.
Pape Salter Teillet LLP

Town of South Bruce Peninsula, et al. (Ont.)
Lisus, Jonathan C.
Lax O'Sullivan Lisus Gottlieb LLP

FILING DATE: February 10, 2025

FILING DATE: February 10, 2025

Jaime Enrique Moreno

Bellavance, Chantal
Boro Frigon Gordon Jones

v. (41668)

His Majesty the King (Que.)

Villeneuve-Menard, Francis
Director of Criminal and Penal
Prosecutions

FILING DATE: February 12, 2025

9147-8966 Québec inc.

Laurendeau, Olivier
Laurendeau Rasic s.e.n.c.

c. (41669)

Serge Côté, et al. (Qc)

Renno, Karim
Renno Vathilakis Inc.

DATE DE PRODUCTION : le 12 février 2025

Judgments on leave applications /
Jugements sur demandes d'autorisation

March 20, 2025

DISMISSED

Claudiu Popa v. Université de Sherbrooke and Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Sherbrooke - and - Administrative Labour Tribunal (Que.) (Civil) (By Leave) ([41582](#))

The motion for an extension of time to serve and file the application for leave to appeal is granted. The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montréal), Number 500-09-700299-241, 2024 QCCA 1299, dated October 3, 2024, is dismissed.

Le 20 mars 2025

REJETÉE

Claudiu Popa c. Université de Sherbrooke et Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Sherbrooke - et - Tribunal administratif du travail (Qc) (Civile) (Autorisation) ([41582](#))

La requête en prorogation du délai de signification et de dépôt de la demande d'autorisation d'appel est accueillie. La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-700299-241, 2024 QCCA 1299, daté du 3 octobre 2024, est rejetée.

**Motions /
Requêtes**

March 18, 2025 / Le 18 mars 2025

Motion to extend time

Ordonnance en prorogation de délai

HIS MAJESTY THE KING v. B.F.
(Ont.) (41420)

THE REGISTRAR:

UPON APPLICATION by the respondent, B.F., for an order extending the time to serve and file its factum to April 4, 2025.

AND THE MATERIAL FILED having been read;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion is granted. The respondent may serve and file its factum, record and book of authorities, if any, on or before April 4, 2025.

À LA SUITE DE LA DEMANDE de l'intimée, B.F., en prorogation du délai pour signifier et déposer son mémoire au 4 avril 2025;

ET APRÈS EXAMEN des documents déposés;

IL EST PAR LA PRÉSENTE ORDONNÉ CE QUI SUIT :

La requête est accueillie. L'intimée peut signifier et déposer ses mémoire, dossier et recueil de sources, le cas échéant, au plus tard le 4 avril 2025.

March 20, 2025 / Le 20 mars 2025

**Motion for an extension of time / Motion for leave
to intervene**

**Requête en prorogation du délai / Requête en
autorisation d'intervention**

PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC c. BIJOU CIBUABUA KANYINDA, ET AL.
(Qc) (41210)

LA JUGE MARTIN:

À LA SUITE DES DEMANDES présentées par la Canadian Constitution Foundation; Advocates for the Rule of Law; le Centre des réfugiés; la Centrale des syndicats du Québec; le Black Action Defense Committee; Amnistie internationale Canada francophone; le FCJ Refugee Centre et le Centre de justice pour les migrants Madhu Verma; l'Association canadienne des avocats et avocates en droit des réfugiés; le Charter Committee on Poverty Issues; l'Association nationale Femmes et Droit et le David Asper Centre for Constitutional Rights; le Centre d'action pour la sécurité du revenu; l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés; la British Columbia Civil Liberties Association; le Conseil canadien pour les réfugiés; l'Association canadienne des libertés civiles; le Réseau-DESC - Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels; la Canadian Association of Black Lawyers et le Black Legal Action Centre; le Fonds d'action et d'éducation juridique pour les femmes; et l'Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration en vue d'obtenir la permission d'intervenir dans l'appel;

ET À LA SUITE DE LA DEMANDE présentée par l'Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration en vue d'obtenir la prorogation du délai de signification et de dépôt de sa requête en autorisation d'intervenir;

ET APRÈS EXAMEN des documents déposés;

IL EST ORDONNÉ CE QUI SUIT :

La requête en prorogation du délai est accueillie.

Les requêtes en autorisation d'intervenir sont accueillies.

Les dix-neuf (19) intervenants ou groupes d'intervenants pourront chacun signifier et déposer un seul mémoire d'au plus dix (10) pages et un recueil de sources, le cas échéant, au plus tard le 24 avril 2025.

Les dix-neuf (19) intervenants ou groupes d'intervenants auront chacun le droit de présenter une plaidoirie orale d'au plus cinq (5) minutes à l'audition de l'appel.

Les intervenants ou groupes d'intervenants n'ont pas le droit de soulever de nouvelles questions, de produire d'autres éléments de preuve, ni de compléter de quelque autre façon le dossier des parties.

Conformément à l'alinéa 59(1)a) des *Règles de la Cour suprême du Canada*, les intervenants ou groupes d'intervenants paieront à l'appelant et aux intimés tous débours supplémentaires résultant de leurs interventions.

ET IL EST EN OUTRE ORDONNÉ CE QUI SUIT :

Le procureur général du Canada, le procureur général de l'Ontario, le procureur général de la Colombie-Britannique et le procureur général de l'Alberta auront chacun le droit de présenter une plaidoirie orale d'au plus dix (10) minutes lors de l'audition de l'appel.

UPON APPLICATIONS by the Canadian Constitution Foundation, the Advocates for the Rule of Law; the Refugee Centre; the Centrale des syndicats du Québec; the Black Action Defense Committee; Amnistie internationale Canada francophone; the FCJ Refugee Centre and Madhu Verma Migrant Justice Centre; the Canadian Association of Refugee Lawyers; the Charter Committee on Poverty Issues; the National Association of Women and the Law and David Asper Centre for Constitutional Rights; the Income Security Advocacy Centre; the United Nations High Commissioner for Refugees; the British Columbia Civil Liberties Association; the Canadian Council for Refugees; the Canadian Civil Liberties Association; the ESCR-Net - International Network for Economic, Social and Cultural Rights; the Canadian Association of Black Lawyers and Black Legal Action Centre; the Women's Legal Education and Action Fund Inc.; and the Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration for leave to intervene in the above appeal;

AND UPON APPLICATION by the Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration for an order extending the time to serve and file its motion for leave to intervene;

AND THE MATERIAL FILED having been read;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion for an extension of time is granted.

The motions for leave to intervene are granted.

The nineteen (19) interveners or groups of interveners are each entitled to serve and file a single factum not to exceed ten (10) pages in length and a book of authorities, if any, on or before April 24, 2025.

The nineteen (19) interveners or groups of interveners are each granted permission to present oral argument not exceeding five (5) minutes at the hearing of the appeal.

The interveners or groups of interveners are not entitled to raise new issues or to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties.

Pursuant to Rule 59(1)(a) of the *Rules of the Supreme Court of Canada*, the interveners or groups of interveners shall pay to the appellant and respondents any additional disbursements resulting from their interventions.

AND IT IS HEREBY FURTHER ORDERED THAT:

The Attorney General of Canada, the Attorney General of Ontario, the Attorney General of British Columbia and the Attorney General of Alberta are each granted permission to present oral argument not exceeding ten (10) minutes at the hearing of the appeal.

**Notices of appeal filed since the last issue /
Avis d'appel déposés depuis la dernière parution**

Le 17 mars 2025

Procureur général du Québec

c. (41334)

SGS Canada inc. (Qc)

(Autorisation)

Appeals heard since the last issue and disposition /
Appels entendus depuis la dernière parution et résultat

March 18, 2025

Stephen Emond and Claudette Emond v. Trillium Mutual Insurance Company (Ont.) (Civil) (By Leave) ([41077](#))

Coram: Wagner C.J. and Karakatsanis, Côté, Rowe, Martin, Kasirer, Jamal, O'Bonsawin and Moreau JJ.

RESERVED

March 19, 2025

Mohawk Council of Kanesatake v. Louis-Victor Sylvestre, et al. (Que.) (Civil) (By Leave) ([41131](#))

Coram: Wagner C.J. and Karakatsanis, Côté, Rowe, Martin, Kasirer, Jamal, O'Bonsawin and Moreau JJ.

RESERVED

March 20, 2025

R.A. v. His Majesty the King (B.C.) (Criminal) (As of Right) ([41421](#))
2025 SCC 7

Coram: Wagner C.J. and Karakatsanis, Côté, Rowe, Martin, Kasirer, Jamal, O'Bonsawin and Moreau JJ.

DISMISSED

March 21, 2025

P.B. v. His Majesty the King (Sask.) (Criminal) (As of Right) ([41422](#))
2025 SCC 8

Coram: Rowe, Martin, Kasirer, Jamal and Moreau JJ.

DISMISSED

Le 18 mars 2025

Stephen Emond et Claudette Emond c. Trillium Mutual Insurance Company (Ont.) (Civile) (Autorisation) ([41077](#))

Coram: Le juge en chef Wagner et les juges Karakatsanis, Côté, Rowe, Martin, Kasirer, Jamal, O'Bonsawin et Moreau

EN DÉLIBÉRÉ

Le 19 mars 2025

Conseil Mohawk de Kanesatake c. Louis-Victor Sylvestre, et al. (Qc) (Civile) (Autorisation) ([41131](#))

Coram: Le juge en chef Wagner et les juges Karakatsanis, Côté, Rowe, Martin, Kasirer, Jamal, O'Bonsawin et Moreau

EN DÉLIBÉRÉ

Le 20 mars 2025

R.A. c. Sa Majesté le Roi (C.-B.) (Criminelle) (De plein droit) ([41421](#))
2025 CSC 7

Coram: Le juge en chef Wagner et les juges Karakatsanis, Côté, Rowe, Martin, Kasirer, Jamal, O'Bonsawin et Moreau

REJETÉ

Le 21 mars 2025

P.B. c. Sa Majesté le Roi (Sask.) (Criminelle) (De plein droit) ([41422](#))
2025 CSC 8

Coram: Les juges Rowe, Martin, Kasirer, Jamal et Moreau

REJETÉ
